

Chapitre 6 : Comment les agents économiques se financent-ils ?

Comprendre (programme officiel) :

- Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement par des capacités de financement
- Comprendre que le taux d'intérêt est à la fois:
 - la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur
 - est le prix sur le marché des fonds prêtables
 - comprendre la différence entre taux d'intérêt réel et nominal
- Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.
- Savoir ce qu'est l'excédent brut d'exploitation et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).
- Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État ; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande / effet d'éviction).

Notions du chapitre : Besoin et capacité de financement, Épargne, Excédent brut d'exploitation (EBE), Autofinancement, Financement externe, Marchés financiers, Actions, Obligations, Taux d'intérêt, Solde public / Solde budgétaire, Politique de dépenses publiques, Effet d'éviction

Consignes : Visualisez les **4 vidéos** pour répondre aux questions sur votre cours. Je vous poserez des questions et vous proposerez des exercices d'application en cours. Vous trouverez également les liens des vidéos sur le site :

<https://battujcsiteses.com/Premiere/Premiere.html>

1ERE VIDEO : Capacités de financement, besoins de financement et taux d'intérêt (8 mn 44 s)

<https://ses.ac-versailles.fr/spip.php?article77>

- 1) Qu'est-ce que le financement ?
- 2) Qu'est-ce que l'autofinancement ?
- 3) Qu'est-ce qu'un besoin de financement ?
- 4) Qu'est-ce qu'une capacité de financement ?
- 5) Comment les agents économiques à capacité de financement peuvent-ils répondre aux besoins de financement d'autres agents économiques ?
- 6) Qu'est-ce que le taux d'intérêt ?
- 7) De quoi dépend le niveau du taux d'intérêt ?
- 8) Qu'est-ce que le taux d'intérêt nominal ?
- 9) Qu'est-ce que le taux d'intérêt réel ?
- 10) Qu'est-ce que le marché des fonds prêtables ?
- 11) Comment se nomme le prix sur le marché des fonds prêtables ?
- 12) Comment évolue la demande de fonds prêtables lorsque leur prix augmente ?

- 13) Comment évolue l'offre de fonds prêtables lorsque leur prix augmente ?
- 14) Quel est l'effet de l'instauration d'un impôt supplémentaire sur l'épargne sur l'équilibre du marché des fonds prêtables ?
- 15) Quel est l'effet d'un crédit d'impôt sur l'investissement sur l'équilibre du marché des fonds prêtables ?

2EME VIDEO : Comment les ménages se financent-ils ? (5 mn 39 s)

<https://ses.ac-versailles.fr/spip.php?article75>

- 1) Qu'est-ce qu'un ménage ?
- 2) Quelle est la fonction économique principale des ménages ?
- 3) Les ménages peuvent-ils avoir une fonction économique de production de biens et services ?
- 4) À quoi est liée la perception de revenus primaires par les ménages ?
- 5) De quoi sont constitués les revenus primaires des ménages ?
- 6) Quelles sont les différents types de cotisations sociales prélevées sur les revenus primaires des ménages ?
- 7) Qui prélève des impôts directs sur les revenus primaires des ménages ?
- 8) Qu'est-ce que le revenu disponible brut des ménages ?
- 9) Quels sont les usages du revenu disponible brut des ménages ?
- 10) À quoi est utilisée l'épargne brute des ménages ?
- 11) Que devient la partie de l'épargne brute des ménages qui n'est pas utilisée ?
- 12) Tous les ménages disposent-ils d'une capacité de financement ?

3EME VIDEO : Comment les entreprises se financent-elles ? (8 mn 20 s)

<https://ses.ac-versailles.fr/spip.php?article73>

- 1) Comment calcule-t-on la valeur ajoutée brute (VAB) d'une entreprise ?
- 2) Comment calcule-t-on l'excédent brut d'exploitation (EBE) d'une entreprise ?
- 3) Comment calcule-t-on le revenu disponible brut (RDB) des entreprises ?
- 4) Pourquoi le RDB des entreprises est-il égal à leur épargne brute ?
- 5) À quoi est utilisée l'épargne brute des entreprises ?
- 6) À quelle condition la FBCF des entreprises est-elle entièrement autofinancée ?
- 7) À quelle condition les entreprises ont-elles un besoin de financement ?
- 8) Comment les entreprises peuvent-elles satisfaire à leurs besoins de financement ?

4EME VIDEO : Comment l'État se finance-t-il ? (7 mn 57 s)

<https://ses.ac-versailles.fr/spip.php?article6>

- 1) Qu'est-ce qu'un budget ?
- 2) Quelles sont les recettes du budget de l'État ?
- 3) Quelles sont les dépenses du budget de l'État ?
- 4) D'où provient le besoin de financement de l'État ?
- 5) Comment l'État répond-il à son besoin de financement ?
- 6) Quelles sont les conséquences sur le budget de l'État de la façon dont on répond au besoin de financement de l'État ?
- 7) Quel est l'intérêt pour l'État d'avoir un déficit budgétaire ?
- 8) Qu'est-ce que l'effet d'éviction ?
- 9) À quoi est dû cet effet d'éviction ?

L'ESSENTIEL : COMMENT LES AGENTS ÉCONOMIQUES SE FINANCENT-ILS ?

Le financement est au cœur des activités économiques car les ressources des agents économiques ne leur permettent pas toujours de satisfaire leurs dépenses. Ainsi, la dette est apparue en même temps que les premières formes d'écriture, il y a 5 000 ans en Mésopotamie.

1) Qu'est-ce que le financement ?

Le rôle de la finance est de répondre aux besoins de financement d'une partie des agents économiques, qui apparaissent quand leurs dépenses sont supérieures à leurs revenus. En France, c'est le cas généralement des entreprises, mais aussi, depuis les années 1970, de l'État.

Ces besoins sont financés par les capacités de financement d'autres agents économiques, dont les dépenses sont inférieures à leurs revenus.

C'est le cas des ménages, considérés globalement. Le revenu disponible est obtenu en ajoutant aux revenus primaires (revenu du travail et de [a propriété) les prestations sociales reçues des administrations publiques, et en retranchant les cotisations sociales et impôts directs versés pour leur financement. Ce revenu disponible est utilisé pour la consommation et pour l'épargne, qui peut servir à financer les dépenses d'investissement que sont les achats de logements, ou à effectuer des placements financiers.

Pris individuellement, Les ménages ont des situations contrastées : certains dégagent une capacité de financement, lorsque les sommes dépensées pour leurs investissements sont inférieures aux sommes épargnées ; d'autres dégagent un besoin de financement, dans la situation inverse.

2) Comment les entreprises se financent-elles ?

De même, les entreprises disposent de ressources : l'excédent brut d'exploitation, une mesure du profit, obtenu en déduisant du produit des ventes (chiffre d'affaires) les coûts de production liés aux achats de consommations intermédiaires, aux salaires versés et aux impôts sur la production. Mais rares sont les entreprises qui peuvent financer leur investissement avec le profit de l'année écoulée, ou avec l'ensemble des profits du passé qu'elles auraient mis en réserve, par simple autofinancement.

Les entreprises ont donc également recours à des financements externes. Elles peuvent emprunter auprès d'intermédiaires financiers, les banques, qui collectent des dépôts auprès d'agents à capacité de financement et accordent des crédits. L'emprunt bancaire joue toujours un rôle important, notamment pour les petites et moyennes entreprises. Mais, depuis les années 1980, les grandes entreprises se financent de plus en plus en émettant et en vendant des titres sur des marchés financiers mondialisés et informatisés, titres achetés par les agents à capacité de financement.

Les deux titres financiers les plus simples et les plus fréquents sont les obligations, titres qui représentent une dette pour l'entreprise, et les actions, titres de propriété sur une partie du capital social d'une société. Les obligations rapportent à leurs détenteurs des intérêts, avec un taux défini généralement à l'avance, mais ne donnent pas de pouvoir sur les orientations de l'entreprise. Au contraire, les actions donnent un droit de vote lors de l'assemblée générale annuelle (sur la nomination des dirigeants, sur l'utilisation des profits), mais rapportent des dividendes variables car prélevés sur l'excédent brut d'exploitation.

3) Quel est le rôle du taux d'intérêt dans le financement de l'économie ?

Le taux d'intérêt joue un rôle essentiel dans le financement de l'économie. Tout d'abord, il représente le coût de l'emprunt. Qu'il prenne la forme d'un crédit bancaire ou d'une émission d'obligations, l'emprunt suppose le remboursement de la somme empruntée (le principal) et le paiement d'intérêts, calculés selon un taux annuel qui est un pourcentage de la somme que l'emprunteur doit.

Symétriquement, le taux d'intérêt est la rémunération de l'agent qui prête, le créancier, qu'il soit banquier ou simple acheteur d'une obligation. Celui-ci prend un risque en prêtant : le risque que l'emprunteur ne rembourse pas, appelé « risque de défaut », Et il cherche à obtenir une rémunération pour accepter de renoncer à la pleine disponibilité des sommes prêtées.

Le marché des fonds prêtables est un des modèles utilisés pour expliquer le niveau du taux d'intérêt dans une économie. Quand le taux d'intérêt augmente, la demande de fonds prêtables des emprunteurs décroît car le coût de l'emprunt augmente, mais l'offre de fonds prêtables des créanciers croît car leur rémunération est plus forte. Le taux d'intérêt d'équilibre et le montant des prêts qui se fixent à l'intersection entre les courbes représentant cette demande et cette offre de fonds.

4) Comment piloter le budget de l'État ?

L'État est un agent économique particulier : par sa taille, parce qu'il ne peut pas disparaître suite à un défaut de paiement, et parce qu'il est le seul agent dont les ressources proviennent principalement de prélèvements obligatoires. Au sens large, il comprend l'ensemble des administrations publiques : centrales, locales, et Sécurité sociale. La différence entre les ressources de l'État et ses dépenses fait apparaître un solde public (appelé solde budgétaire quand il s'agit du seul État central) qui peut être excédentaire ou déficitaire, indiquant respectivement une capacité ou un besoin de financement. Les déficits publics sont financés par des emprunts via la vente d'obligations d'État sur les marchés financiers.

Une politique de relance budgétaire consiste pour l'État à accepter un solde déficitaire en augmentant les dépenses ou en baissant les prélèvements obligatoires, ce qui a un effet de relance sur la demande et donc sur la croissance. Cependant, le déficit public conduit à une hausse de la dette publique. Un effet d'éviction peut alors apparaître, si la hausse de la demande de fonds prêtables par l'État se traduit par une hausse du taux d'intérêt. Dans ce cas, les dépenses privées (consommation et investissement) baissent, comme si elles étaient évincées par les dépenses publiques.

Les notions à connaître

Besoin et capacité de financement : Lorsque les revenus d'un agent sont supérieurs à ses dépenses, il dégage une capacité de financement. Inversement, si ses revenus sont inférieurs à ses dépenses, il a un besoin de financement.

Épargne : Partie du revenu disponible qui n'est pas consommée.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : Mesure du profit ou des pertes de l'entreprise liés directement à l'activité de production (l'« exploitation »). Il se calcule en faisant la différence entre le chiffre d'affaires et l'ensemble des coûts de production.

Autofinancement : Financement grâce à l'épargne préalablement accumulée.

Financement externe : Financement par recours direct (marchés financiers) ou intermédié (emprunt bancaire) aux capacités de financement d'autres agents.

Marchés financiers : Ensemble des transactions d'achat et de vente de titres financiers, comme les obligations et les actions.

Actions : Titres de propriété sur une partie du capital d'une entreprise, qui peuvent être revendus généralement sur les marchés financiers.

Obligations : Titres de créance sur un emprunteur, qui peuvent être revendus généralement sur les marchés financiers, contrairement aux emprunts bancaires.

Taux d'intérêt : Pour l'emprunteur, le taux d'intérêt est le coût de l'emprunt. Il va déterminer la somme à déboursier en plus du remboursement du montant emprunté. Pour le prêteur (une banque, par exemple), le taux d'intérêt rémunère le service de prêt. Le taux d'intérêt est le prix qui se fixe sur le marché des fonds prêtables.

Solde public / Solde budgétaire : Le solde public est la différence entre les recettes et les dépenses des administrations publiques. Le solde budgétaire s'applique aux seules administrations centrales d'État. Quand il est négatif, il y a déficit. Quand il est positif, il y a excédent.

Politique de dépenses publiques : Mesures qui visent à augmenter les dépenses publiques ou à baisser les prélèvements obligatoires pour relancer la demande.

Effet d'éviction : Baisse des dépenses privées (investissement et consommation) provoquée par une hausse des dépenses publiques.

Attention aux notions

Ne pas confondre : EBE et valeur ajoutée :

La valeur ajoutée représente la somme des richesses nouvelles créées sur un territoire ou au niveau d'une entreprise. La valeur ajoutée représente donc l'ensemble du « gâteau » que constituent les richesses nouvelles produites. L'Excédent brut d'exploitation (EBE), lui, n'en représente que la part qui correspond au profit des entreprises, c'est-à-dire que, pour le mesurer, il faut enlever à la valeur ajoutée les salaires et les impôts sur la production.

Ne pas confondre : Déficit public et dette publique :

Le déficit public désigne un budget déséquilibré pour une année pour les administrations publiques. La dette publique représente la somme d'argent que les administrations publiques doivent rembourser. Elle peut provenir de l'accumulation de déficits. Elle s'explique par le fait que les administrations ne parviennent pas toujours à financer leurs dépenses sur leurs propres ressources.